

## NOUVELLES ÉCONOMIQUES

# France : un premier tour électoral sans surprise

Les surprises qu'ont été le référendum britannique et l'élection présidentielle américaine en 2016 laissaient craindre à une tendance populiste qui aurait pu également atteindre l'Europe continentale. Les Pays-Bas n'y ont pas succombé en mars et les résultats du premier tour de l'élection présidentielle française suggèrent que la France pourrait aussi être épargnée.

Les résultats de l'élection d'hier n'ont pas fait mentir les sondages. Comme prévu depuis quelques semaines, le candidat centriste, Emmanuel Macron, et la candidate du Front national, Marine Le Pen, ont obtenu les deux premières places et passent maintenant au second tour qui aura lieu le dimanche 7 mai. L'absence d'effet de surprise ne doit cependant pas cacher l'importance politique des résultats d'hier. Les deux principaux partis politiques français, qui se partagent la présidence depuis près de 60 ans, ne participeront pas à ce deuxième tour. Il y a donc réellement un vent de changement qui souffle sur la France. Il reste maintenant à voir si ce renouveau aura de réelles conséquences pour les économies française et européenne et pour les marchés financiers. Ce sont les résultats du second tour qui nous donneront la réponse. *A priori*, la principale crainte des marchés financiers était l'éventualité d'un duel entre l'extrême gauche représentée par Jean-Luc Mélenchon et l'extrême droite de Marine Le Pen; la première place d'Emmanuel Macron permet d'éviter ce scénario. Cela est présentement salué par les marchés par une nette poussée de la Bourse française et par une réduction de l'écart des taux de rendement entre les obligations gouvernementales françaises et allemandes.

Pour le moment, les sondages placent Emmanuel Macron comme étant celui qui a le plus de chances de gagner la présidence. Les enquêtes portant sur le deuxième choix des partisans des principaux candidats éliminés au premier tour (François Fillon, Jean-Luc Mélenchon et Benoît Hamon) suggèrent également une préférence pour Emmanuel Macron.

La présence de Marine Le Pen au second tour de l'élection présidentielle demeure toutefois un élément de risque économique et financier. Le score du Front national au premier tour est passé de 17,9 % en 2012 à 21,5 % hier. Les enquêtes portant sur les intentions de vote au second tour suggèrent

un score d'environ 40 %. Une hypothétique remontée de Marine Le Pen au gré des sondages d'ici le 7 mai pourrait faire office de douche froide après le soulagement exprimé aujourd'hui sur les marchés.

Concernant l'économie, les programmes politiques des deux candidats restants sont très tranchés. Emmanuel Macron est résolument libre-échangiste alors que le programme du Front national est nettement protectionniste (entre autres en s'opposant au traité de libre-échange entre le Canada et l'Union européenne). Marine Le Pen propose carrément une sortie de la zone euro et un retour au franc; une politique qui inquiète les détenteurs de titres financiers français. Elle veut également permettre à la banque centrale d'acheter directement des obligations gouvernementales sur le marché primaire afin de financer le déficit public. Les deux candidats ont proposé une politique fiscale plus souple, mais avec des moyens très différents. Comme quand il était ministre sous le président socialiste, François Hollande, Emmanuel Macron propose une modernisation des lois du travail.

### IMPLICATIONS

Le second tour du 7 mai pourrait avoir de grandes répercussions pour l'économie et les marchés financiers. Il ne fait aucun doute qu'une remontée dans les sondages suivie d'une victoire de la candidate du Front national pourraient affecter négativement les marchés à l'image de ce que l'on a perçu à la suite du *Brexit*. Bien que centriste et réformiste, Emmanuel Macron est davantage le choix de la continuité. Il faut toutefois se rappeler que le prochain président français n'aura pas toutes les coudées franches et que les élections législatives des 11 et 18 juin sont également importantes.

Francis Généreux, économiste principal

François Dupuis, vice-président et économiste en chef • Mathieu D'Anjou, économiste principal  
Benoit P. Durocher, économiste principal • Francis Généreux, économiste principal • Jimmy Jean, économiste principal • Hendrix Vachon, économiste senior  
Desjardins, Études économiques : 514-281-2336 ou 1 866-866-7000, poste 5552336 • [desjardins.economie@desjardins.com](mailto:desjardins.economie@desjardins.com) • [desjardins.com/economie](http://desjardins.com/economie)

NOTE AUX LECTEURS : Pour respecter l'usage recommandé par l'Office québécois de la langue française, nous employons dans les textes et les tableaux les symboles k, M et G pour désigner respectivement les milliers, les millions et les milliards. MISE EN GARDE : Ce document s'appuie sur des informations publiques, obtenues de sources jugées fiables. Le Mouvement des caisses Desjardins ne garantit d'aucune manière que ces informations sont exactes ou complètes. Ce document est communiqué à titre informatif uniquement et ne constitue pas une offre ou une sollicitation d'achat ou de vente. En aucun cas, il ne peut être considéré comme un engagement du Mouvement des caisses Desjardins et celui-ci n'est pas responsable des conséquences d'une quelconque décision prise à partir des renseignements contenus dans le présent document. Les prix et les taux présentés sont indicatifs seulement parce qu'ils peuvent varier en tout temps, en fonction des conditions de marchés. Les rendements passés ne garantissent pas les performances futures, et les Études économiques du Mouvement des caisses Desjardins n'assument aucune prestation de conseil en matière d'investissement. Les opinions et les prévisions figurant dans le document sont, sauf indication contraire, celles des auteurs et ne représentent pas la position officielle du Mouvement des caisses Desjardins. Copyright © 2017, Mouvement des caisses Desjardins. Tous droits réservés.